



**AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT EN PROCEDURE D'URGENCE
N°04/AONO/PU/ANTIC/DG/CIPM/CCCMT-BEC/2025 DU 21 JUILLET 2025, POUR
LA MAITRISE D'ŒUVRE EN VUE DE LA CONSTRUCTION DE L'IMMEUBLE
SIEGE**

1. Objet de l'Appel d'Offres

Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique de Gouvernance et appui institutionnel de l'Agence, le Directeur Général de l'ANTIC, lance un Appel d'Offres National Ouvert (AONO) pour la maîtrise d'œuvre en vue de la construction de l'immeuble siège de l'ANTIC. Ledit immeuble à construire est de type **3SS/R+5/TT** (trois sous-sols, rez-de-chaussée + 5 étages, Toiture Terrasse).

2. Consistance des Prestations

Dans le cadre de la maîtrise d'œuvre en vue de la construction de l'immeuble siège de l'ANTIC, le Directeur Général sollicite les services d'un Cabinet ou d'un Bureaux d'Etudes pour la conduite des missions de contrôle des activités suivantes :

- **De l'Analyse et de la Validation des dossiers d'exécution (VISA)**
- **De la Direction de l'exécution des contrats de travaux (DET) :**
 - Etablissement et transmission des ordres de service ;
 - Direction des réunions et production des comptes rendus et rapports ;
 - Contrôle des dispositions techniques ;
 - Vérification des situations des décomptes et Présentation au Chef de Service du marché pour liquidation ;
 - Assistance au Maître d'Ouvrage pour l'arbitrage et règlement des litiges.
- **De l'Ordonnancement, du pilotage et de la coordination du chantier (OPC) :**
 - Analyse et validation des tâches élémentaires ;
 - Coordination entre les intervenants ;
 - Vérification du chantier ;
 - Suivi de l'entreprise ;
 - Assistance à la mise au point des avenants.
- **De l'Assistance aux opérations de réception (AOR) :**
 - Régulation de l'achèvement de l'ouvrage ;
 - Organisation des opérations de réception ;
 - Plan de recollement.

Les missions précises à effectuer dans le cadre de ce marché sont décrites dans les Termes De Références (TDR) du présent Dossier d'Appel d'Offres.

3. Tranches/Allotissement

Les travaux sont subdivisés en trois (03) tranches ci-après définies :

TRANCHE	EXERCICE BUDGETAIRE
Tranche ferme	2025
Tranche conditionnelle N°1	2026
Tranche conditionnelle N°2	2027

4. Coût prévisionnel

Le coût prévisionnel de l'opération à l'issue des études préalables est de **Sept cent millions FCFA TTC (700 000 000)** reparti comme suit :

TRANCHE	EXERCICE BUDGÉTAIRE	MONTANT TTC (FCFA)
Tranche ferme	2025	300 000 000
Tranche conditionnelle N°1	2026	200 000 000
Tranche conditionnelle N°2	2027	200 000 000

5. Délai prévisionnel d'exécution

Le délai maximum d'exécution prévu par le Maître d'Ouvrage pour la réalisation de ces prestations est fixé à **Trente (30) mois** correspondant à la période de réalisation des travaux y compris une période d'un mois pour la réception provisoire desdits travaux. Le délai est reparti comme suit :

TRANCHE	EXERCICE BUDGETAIRE	DELAI (EN MOIS)
Tranche ferme	2025	Six (06) mois calendaires
Tranche conditionnelle N°1	2026	Douze (12) mois calendaires
Tranche conditionnelle N°2	2027	Douze (12) mois calendaires

Ce délai court à compter de la date de notification de l'Ordre de Service de commencer l'exécution des prestations de la tranche considérée.

6. Participation et origine

La participation au présent Appel d'Offres est ouverte aux Cabinets d'architecture, Bureaux d'Etudes Techniques (BET), ou Groupements de cabinets ou de Bureaux d'Etudes techniques nationaux, spécialisés dans la Maîtrise d'Œuvre des travaux de construction, et appartenant à la **Catégorie A ou en cours de Catégorisation dans ladite catégorie**, conformément aux dispositions de l'**article 10** de l'Arrêté N°166/A/MINMAP/ du 07 juin 2022 fixant les modalités de catégorisation des entreprises du secteur du bâtiment et des travaux publics.

7. Financement

Les prestations objet du présent Appel d'Offres sont financées par le **Budget de l'ANTIC**, des exercices budgétaires 2025-2027, sur la ligne d'imputation budgétaire **N°613 000**.

8. Mode de soumission

La soumission se fait exclusivement **en Ligne**

9. Cautionnement de soumission

Chaque soumissionnaire doit joindre à ses pièces administratives un cautionnement de soumission timbré, acquitté à la main, délivré par un Organisme financier ou une Institution bancaire de première catégorie, agréé par le Ministère des Finances, pour émettre les Cautions dans le domaine des Marchés Publics dont la liste figure dans la pièce N°13 du DAO d'un montant **de trois millions cinq cent mille (3 500 000) Francs CFA**, et valable jusqu'à trente (30) jours au-delà de la date de validité des Offres, accompagné d'un récépissé de consignation délivré par la Caisse des Dépôts et de Consignation (CDEC) conformément à la **Lettre-Circulaire N°000019/LC/MINMAP du 05 juin 2024**, relative « aux modalités de constitution des consignations, de conservation, de restitution et de déconsignation des Cautionnements sur les Marchés Publics ».

L'absence de la caution de soumission délivrée par une banque de premier ordre ou un organisme financier de première catégorie autorisé par le Ministère chargé des Finances à émettre des cautions dans le cadre des Marchés Publics ou du récépissé de consignation, entraînera le rejet pur et simple de l'offre.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec la consultation concernée est considérée comme absente. La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

10. Consultation du Dossier d'Appel d'Offres

Le Dossier d'Appel d'Offres physique peut être consulté aux heures ouvrables (07h30-15h30) à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales, Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé, face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 694 405 868 dès publication du présent Avis.

Il peut également être consulté en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses suivantes : <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm> sur le site internet de l'ARMP (www.armp.cm).

11. Acquisition du Dossier d'Appel d'Offres

La version physique du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) peut être obtenue à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales, Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé, face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170, Tél : 694 405 868 dès publication du présent Avis, contre versement d'une somme non remboursable d'un montant de **deux cent mille (200 000) Francs CFA, représentant des frais d'achat du DAO**, payable aux heures ouvrables dans le compte BICEC « **Compte Spécial : CAS-ARMP** ». Ce reçu devra indiquer l'identité du Soumissionnaire.

Il est également possible d'obtenir la version électronique du DAO par téléchargement gratuit aux adresses sus indiquées. Toutefois, la soumission par voie électronique est conditionnée par le paiement des frais d'achat du DAO.

12. Remise des offres

Chaque Offre rédigée *en français ou en anglais* devra être transmise par le soumissionnaire sur la plateforme **COLEPS** au plus tard **le 20 août 2025 à 13 heures**.

Une copie de sauvegarde de l'Offre enregistrée sur clé USB ou CD/DVD devra être transmise sous plis scellé à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales, Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé, face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170 Yaoundé, Tél : 694 405 868, le même jour au plus tard à **13 heures très précises** avec l'indication claire et lisible « **copie de sauvegarde** », en plus de la mention de l'Appel d'Offres en cause dans les délais impartis.

Taille et format des fichiers

Pour la soumission en ligne, les tailles maximales des documents qui vont transiter sur la plateforme et constituant l'offre du soumissionnaire sont les suivantes :

- *5 MO pour l'Offre Administrative* ;
- *15 MO pour l'Offre Technique* ;
- *5 MO pour l'Offre Financière*.

Les formats acceptés sont les suivants :

- *Format PDF pour les documents textuels* ;
- *JPEG pour les images*.

Le candidat veillera à utiliser des logiciels de compression afin de réduire éventuellement la taille des fichiers à transmettre.

NB : *en cas de dysfonctionnement de la plateforme COLEPS, le défaut de présentation des copies de sauvegarde entraînera l'irrecevabilité de l'Offre du candidat concerné.*

13. Recevabilité des plis

Seront irrecevables par le Maître d'Ouvrage, au plus tard le **20 août 2025 à 13 heures précises** :

- Les plis portant les indications sur l'identité des soumissionnaires,

- Les plis parvenus postérieurement aux dates et heures limites de dépôt.
- Les plis sans indication de l'identité de l'Appel d'Offres ;
- Les plis non-conformes au mode de soumission.

Toute offre incomplète conformément aux prescriptions du Dossier d'Appel d'Offres sera déclarée irrecevable. Notamment l'absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un organisme financier ou une institution bancaire de première catégorie agréé par le Ministre en charge des Finances pour émettre les cautions dans le domaine des marchés publics ou le non-respect des modèles des pièces du Dossier d'Appel d'Offres, entraînera le rejet pur et simple de l'offre sans aucun recours.

En plus de l'offre financière produite en ligne, le soumissionnaire est tenu de présenter un exemplaire de cette offre financière, dans une enveloppe scellée pour servir d'offre témoin marquée comme telle, et destinée à l'Organisme chargé de la régulation des Marchés Publics pour conservation. Le défaut de présentation de cette offre témoin entraîne l'irrecevabilité de l'offre du candidat concerné, dès l'ouverture des plis par la Commission Interne de Passation des Marchés.

Une caution de soumission produite mais n'ayant aucun rapport avec le DAO concerné est considérée comme absente.

La caution de soumission présentée par un soumissionnaire au cours de la séance d'ouverture des plis est irrecevable.

14. Ouverture des plis

L'ouverture des plis se fait en deux (02) temps

Dans un premier temps, l'ouverture des pièces administratives et des offres techniques aura lieu le **20 août 2025 à 14 heures**, par la Commission Interne de Passation des Marchés (CIPM) placée auprès de l'ANTIC, siégeant dans la salle de conférences du Centre National de Cryptographie et de Certification Electronique (CNCCE) de l'ANTIC, sise au lieu-dit Poste Centrale.

Dans un second temps, seules les Offres financières des soumissionnaires ayant obtenu la note technique qualificative de 80/100 points seront ouvertes par la même Commission et dans la même salle à une date ultérieure après publication des résultats de l'évaluation technique.

Seuls les soumissionnaires peuvent assister à cette séance d'ouverture ou s'y faire représenter par une seule personne de leur choix dûment mandatée même en cas de groupement d'entreprises.

Sous peine de rejet, les pièces du dossier administratif requises doivent être produites en originaux ou en copies certifiées conformes par le service émetteur ou l'autorité administrative compétente, conformément aux stipulations du Règlement Particulier de l'Appel d'Offres. Elles doivent dater de moins de trois (03) mois à compter de la date originale de dépôt des offres ou avoir été établies postérieurement à la date de signature de l'Avis d'Appel d'Offres.

En cas d'absence ou non-conformité d'une pièce du dossier administratif lors de l'ouverture des plis après un délai de 48 heures accordé par la Commission, l'offre sera rejetée.

15. Critères d'évaluation

15.1-Critères éliminatoires :

a- Absence de la caution de soumission timbrée, acquittée à la main, délivrée par un Organisme financier ou une Institution bancaire de première catégorie agréé par le Ministère des Finances, pour émettre les Cautions dans le domaine des Marchés Publics dont la liste figure dans la pièce N°13 du DAO, d'un montant **de trois millions cinq cent mille (3 500 000) Francs CFA**, à l'ouverture des plis,

b- Non production au-delà du délai de 48h après l'ouverture des plis d'une pièce du dossier administratif jugée non conforme ou absente lors de l'ouverture des plis, (excepté le cautionnement de soumission) ;

c- Absence d'une Copie certifiée conforme par le Ministre chargé des Marchés Publics ou par son représentant dûment Mandaté, de l'Attestation de catégorisation ou de la Décision rendant publique la classification des Entreprises de la catégorie A ou du récépissé de dépôt de candidature pour ladite Catégorie ;

- d- Non-conformité du mode de soumission (**en ligne**) du DAO ;
- e- Fausses déclarations, manœuvres frauduleuses ou pièces falsifiées ;
- f- Note technique inférieure à 80/100 points ;
- g- Absence d'un prix unitaire quantifié dans le BPU, le DQE, et le SDPU ;
- h- Absence d'un élément de l'offre financière (soumission, BPU, DQE, SDPU) ;
- i- Absence d'une déclaration datée et signée sur l'honneur de non abandon de marchés durant les trois (03) dernières années (2022, 2023,2024) ;
- j- Absence de copie de sauvegarde des Offres ;
- k- Absence de la Lettre de soumission de la Proposition financière datée et signée ;
- l- Absence de la charte d'intégrité datée et signée ;
- m- Absence de la déclaration d'engagement social et environnemental datée et signée ;
- n- Non-respect du format de fichiers des offres ;
- o- CCAP et TDR non paraphés sur chaque page, non signés, non datés et sans la mention « lu et approuvé » ;
- p- Présence d'une information financière dans l'offre technique.
- q- Absence de l'Offre financière témoins.

15.2-Critères essentiels

Les offres techniques seront évaluées sur **cent (100) points** selon les critères essentiels qui porteront notamment sur :

Nº	CRITERES	Notation/100
1	Présentation générale de l'offre	/3 pts
2	Qualification et compétence des experts dans le domaine	/40 pts
3	Références du Soumissionnaire dans la réalisation des prestations similaires	/20 pts
4	Moyens techniques et matériels à mettre en place	/12 pts
5	Méthodologie proposée en adéquation avec les TDR	/20 pts
6	Solvabilité et capacité financière	/5 pts

NB : les détails de ces critères essentiels sont précisés dans la grille d'évaluation jointe au DAO ;

- *Le système de notation des Offres par attribution des points est requis pour ce DAO ;*
- *Les soumissions par voie électronique seront évaluées après téléchargement dans les mêmes conditions que les Offres physiques ;*
- *En cas de conflit entre les contenus des pièces du DAO, l'élimination d'une Offre pour non-conformité aux prescriptions du DAO ne doit s'appuyer que sur des critères contenus dans le RPAO dont les dispositions prennent sur celle des autres pièces ;*
- *Le soumissionnaire doit obtenir une note technique minimum de 80/100 points pour être qualifié à l'évaluation de son Offre financière ;*

- La production de la Copie certifiée de l'Attestation de catégorisation ou de la Décision rendant publique la classification des Entreprises dans l'une des catégories visées par l'Appel d'Offres, dispense les soumissionnaires catégorisées de la production dans leurs offres techniques des pièces justificatives relatives aux références, aux chiffres d'affaires, aux moyens techniques et logistiques propres minima, au personnel permanent et à la localisation du siège, conformément à la lettre circulaire n°005/LC/CAB/ du 26 décembre 2023 relative à la mise en œuvre de la catégorisation des entreprises du secteur des Bâtiments et des Travaux Publics dans le cadre de la contractualisation des marchés publics ;
- Tout agent public listé parmi le personnel d'un soumissionnaire et qui n'a pas présenté un engagement sur l'honneur légalisé devant déclencher automatiquement sa mise à la disposition du BET en cas d'attribution, ou tous les documents susceptibles de justifier sa libération de l'Administration, sera considéré non valable ;
- Pour le personnel permanent, le soumissionnaire devra produire des Certificats d'affiliation à la Caisse Nationale de Prévoyance Sociale (CNPS).

16. Attribution

Le Maître d'Ouvrage attribuera le marché au soumissionnaire remplissant les critères de qualification technique et financière requises et présentant l'Offre évaluée **la mieux-disante** par combinaison des critères techniques et financiers.

17. Nombre maximum de lots

Non applicable

18. Durée de validité des Offres

Les soumissionnaires restent engagés par leurs offres pendant une durée **de quatre-vingt-dix (90) jours** à partir de la date limite initiale fixée pour la remise des offres.

19. Renseignements complémentaires et assistance technique

Les renseignements complémentaires peuvent être obtenus aux heures ouvrables à la Direction Générale de l'ANTIC, (Direction des Affaires Générales/Service des Marchés) sise à Ekoudou Bastos-Yaoundé face Haut-Commissariat du Canada, BP : 6170 Yaoundé, Tél : 694 405 868 ou en ligne sur la plateforme COLEPS aux adresses <https://www.marchespublics.cm> et <https://www.publiccontracts.cm>.

Pour obtenir une assistance technique, en cas de survenance d'un problème lié à l'utilisation de la plateforme, bien vouloir appeler aux numéros (+237) 222 238 155/222 235 669 ou écrire à l'adresse E-mail : dsi@minmap.cm.

20. Lutte contre la corruption et les mauvaises pratiques

Pour toute dénonciation pour des pratiques, faits ou actes de corruption, bien vouloir appeler la CONAC au **1517**, le MINMAP aux numéros (+237) 673 205 725/699 370 748 ou le Maître d'Ouvrage au numéro 694 405 868.

Yaoundé, le **21 JUIL 2025**



Copies :
 - MINMAP
 - ARMP
 - Président CIPM ANTIC
 - Archives ANTIC
 - SMAR DAG ANTIC

OPEN NATIONAL INVITATION TO TENDER

No 04/AONO/PU/ANTIC/DG/CIPM/CCCMT-BEC/2025 OF 21st JULY 2025, FOR PROJECT MANAGEMENT OF THE CONSTRUCTION OF THE HEAD OFFICE BUILDING

1. Purpose of the Tender

As part of the implementation of the Agency's governance and institutional support policy, the Director General of ANTIC hereby launches an Open National Invitation to Tender for project management of the construction of ANTIC's Head Office building. The said building shall be a **3SS/G+5/TT** building (three basements, ground-level + 5 storeys, roof deck).

2. Scope of Work

As part of project management for the construction of ANTIC's Head office building, the Director General hereby requests the services of a Consultancy or engineering firm to carry out inspections of the following activities:

- **Analysis and validation of execution files (VISA)**
- **Management of Execution of Works (DET):**
 - Preparation and submission of service orders;
 - Management of meetings and drafting of Reports and Minutes;
 - Control of technical provisions;
 - Verification of the statements of account and submission to the Head of the Contract Department for payment;
 - Assistance to the project owner in the arbitration and settlement of disputes
- **Scheduling, construction management and coordination of the site (SCMC)**
 - Analysis and validation of basic tasks;
 - Coordination between stakeholders;
 - Site inspection;
 - Company monitoring;
 - Provide support in the finalisation of amendments
- **Reception Operations Assistance (AOR)**
 - Control of the completion of the work;
 - Organisation of acceptance operations;
 - Project Specification Plan

The specific tasks to be carried out under this contract are described in the Terms Of Reference (ToR) of these Tender Documents.

3. Tranches/Allotment

The works shall be sub-divided into 3 (three) tranches as follows:

TRANCHE	FINANCIAL YEAR
Firm Tranche	2025
Conditional Tranche No 1	2026
Conditional Tranche No 2	2027

4. Cost Estimate

The cost estimate of the operation at the end of the preliminary studies shall be CFA francs 700,000 000 (seven hundred million) all taxes included, as follows:

TRANCHE	FINANCIAL YEAR	AMOUNT (CFA francs)
Firm Tranche	2025	300,000,000
Conditional Tranche No 1	2026	200,000,000
Conditional Tranche No 2	2027	200,000,000

5. Execution Deadline

The maximum execution period provided for by the project owner for the performance of these services is set at 30 (thirty) months corresponding to the period of performance of the works, including a period of one month for the provisional acceptance of the said works. The deadline shall be as follows:

TRANCHE	FINANCIAL YEAR	DEADLINE (IN MONTHS)
Firm Tranche	2025	6 (six) calendar months
Conditional Tranche No 1	2026	12 (twelve) calendar months
Conditional Tranche No 2	2027	12 (twelve) calendar months

This deadline shall be effective from the date of notification of the Service Order for the commencement of the service.

6. Participation and Origin

Participation in this Invitation to Tender is open to architectural firms, technical consultancies (BET), or groups of national firms and technical consultancies, specialising in construction project management, and belonging to Category A or pending categorisation in the said category in accordance with the provisions of Article 10 of Order No 166/A/MINMAP/ of 7 June 2022 to set the terms and conditions for the categorisation of companies in the building and public works sector.

7. Funding

The works covered by this Tender shall be borne by **ANTIC's budget** Financial Year 2025-2027 on Budgetary charge **No 613 100**.

8. Method of Submission

The method of submission shall be done exclusively **online**

9. Bid Bond

Under pain of rejection, each tenderer must attach to his/her administrative document a Bid Bond stamped, discharged by hand and issued by an organisation or financial institution approved by the Ministry of

Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, listed in Document No 13 of the Tender documents stamped, of an amount of **CFA francs 3,500,000 (Three million five hundred thousand)**, valid for up to 30 (thirty) days from the deadline of the validity of the offers, accompanied by a consignment receipt issued by the Deposits and Consignment Fund (CDEC), in accordance with Circular-Letter No 000019/LC/MINMAP of 5 June 2024, relating to the “conditions for establishing, issuing, keeping, refunding, and discharging Bid bonds for Public contracts”.

Failure to provide a bid bond issued by a first-class bank or financial institution authorized by the Ministry of Finance to issue bonds in connection with public contracts shall result in the outright rejection of the Tender.

Any Bid Bond or consignment receipt issued but not related to the Tender concerned, shall be considered to be non-existent. Any bid bond or Consignment receipt issued by a tenderer during the bid opening session shall be rejected.

10. Consultation of Tender Documents

The hard copy of the Tender documents can be consulted free of charge during office hours (**7:30 am to 3:30 pm**), at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs/Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde, opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170, Phone: 694 405 868 upon the publication of this Notice.

It can equally be consulted online on the COLEPS platform at the following address: <https://www.marchesplics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm> on ARMP's website (www.armp.cm).

11. Acquisition of Tender File

The hard copy of the Tender document can be obtained at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs/Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde opposite the Canadian High Commission, P.O. Box: 6170, Phone: 694 405 868 upon publication of this Tender and payment of a non-refundable sum of **CFA francs 200,000 (two hundred thousand) representing the purchase cost of the Tender, payable during office hours into an account named: “Special Account: CAS ARMP”**. This receipt shall identify the Tenderers.

It is also possible to obtain the electronic version of the Tender by downloading it free of charge at the address indicated above. However, submitting the Tender electronically is subject to payment of the Tender purchase fee.

12. Submissions of Bids

Each bid shall be drafted in *French* and *English* and shall be submitted by the Tenderer on the **COLEPS** platform latest at **20th August 2025 at 1:00 pm**.

A backup copy of the Offer saved in a USB or CD/DVD must be sent in a sealed envelope at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs, Contracts Service at Ekoudou - Bastos, Yaounde opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170 Yaounde, Phone: 694 405 868, on the same day at 1:00 pm prompt, with a clear and legible mention **“backup copy”**, in addition to the label hereunder Invitation to Tender within the stipulated deadlines.

File Size and Format

For online bidding, the maximum sizes of the documents that will be downloaded on the platform and constitute the bidder's offer shall be:

- *5 MB for the Administrative offers;*
- *15 MB for the Technical offers;*
- *5 MB for the Financial offers.*

Supported formats shall include:

- *PDF formats for texts documents;*
- *JPEG for images.*

The tenderer shall use a compression software to reduce the size of the file to be uploaded.

NB: In the event of a system malfunction on the COLEPS platform, failure to submit back-up copies shall result in the rejection of the Tender of the tenderer concerned

13. Admissibility of Bids

The Project Owner shall reject the following:

- bids bearing details of the identity of the tenderers;
- bids submitted after the deadline;
- bids without any indication on the identity of the tenderer;
- bids that do not comply with the method of submission

Any incomplete bid in accordance with the Tender file shall be rejected. Notably, the absence of a Bid Bond stamped, discharged by hand, issued by a first-class bank or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, or failure to comply with the model of the Tender documents, shall result in the outright rejection of the Tender without any possible recourse.

Any Bid Bond issued but not related to the Tender document concerned, shall be considered to be non-existent.

The Bid Bond presented by the tenderer during the bid opening session shall be rejected.

14. Opening of Bids

The opening of bids shall be done in **2 (two) phases**

The opening of the administrative documents and technical offer shall take place on **20th August 2025 2025 at 2:00 pm**, by ANTIC's Internal Tenders Board (CIPM), which shall seat in the conference room of ANTIC's National Centre for Cryptography and Electronic Certification (NCCEC), at the Post Office Main building.

Only the Financial Offers of tenderers who have obtained the qualifying technical score of 80/100 points shall be opened by the same Commission and in the same room at a later date after publication of the results of the technical evaluation.

Only tenderers may attend this opening session or be represented by a duly authorized person of their choice, even in the case of a joint venture.

Under pain of rejection, administrative documents required shall be provided in originals or certified-true copies only by the issuing Service or competent authority, in accordance with the Special Tender Conditions. They shall neither be older than 3 (three) months by the date of submission of the bids nor have been established prior to the date of signing of the Invitation to Tender.

In the event where the document in the administrative file is missing or does not comply with the specifications during the opening session, and after the forty-eight hours deadline granted by the Tender Board, the bid shall be rejected.

15. Evaluation Criteria

15.1 Disqualifying - Criteria

- a- Failure to comply or submit a Bid Bond tamped, discharged by hand and issued by an organisation or financial institution approved by the Ministry of Finance to issue bonds in the field of Public Contracts, listed in Document No 13 of the Tender documents, of an amount of **CFA francs 3,500,000 (Three million five hundred thousand)**, during the opening of bids;

- b- Failure to produce a document in the administrative file, after a deadline of 48 hours, following the opening of bids, deemed non-compliant or missing during the opening of bids (excluding the bid bond);
- c- Failure to provide a certified copy of at least category B certificate and deposit receipt;
- d- Non-compliance with the method of submission (**online**);
- e- False declaration, fraudulent practices, or forged documents;
- f- Technical score less than 80/100 points;
- g- Failure to provide a quantified unit price in framework of unit and/or standard prices (BPU), priced bill of quantities (DQE) and Sub Details of Prices (SDP);
- h- Failure to include an element of the financial offer framework of unit and/or standard prices (BPU), priced bill of quantities (DQE) and Sub Details of Prices (SDP);
- i- Failure to provide a signed and dated sworn statement that works have not been abandoned in the last three years (2022, 2023, 2024);
- j- Failure to provide a backup copy offers;
- k- Failure to provide a signed and dated the bid letter;
- l- Failure to provide a signed and dated the Integrity Charter;
- m- Failure to provide a sworn declaration of commitment to comply with environmental and social clauses;
- n- Failure to respect of the file format of the offers;
- o- Special Administrative Clauses (CCAP), not initialled on each page, not signed, not dated and without the words “read and approved”;
- p- Financial information included in the technical offer;
- q- Reference financial offers.

15.2 Essential Criteria

Technical offers shall be evaluated on **100 (one hundred) points** based on the following criteria:

No	CRITERIA	Rating/100
1	General presentation of bids	/3 pts
2	Qualification and skills of experts in the domain	/40 pts
3	Tenderer's references in the execution of similar works	/20 pts
4	Technical and material resources	/12 pts
5	Proposed methodology in accordance with the ToR	/20 pts
6	Solvency and financial capacity	/5 pts

NB: Details of these essential criteria are provided in the evaluation grid attached to the Tender;

- The system of rating Tenders by awarding points shall be used for this Tender;
- Submission by electronic means shall be assessed after downloading under the same conditions as physical Bids;
- In the event of a conflict between provisions of the Tender documents, only the Disqualifying Criteria contained in the Specific Regulations to Tender (RPAO), shall prevail;
 - Tenderers must obtain a minimum technical score of 80/100 points to qualify for the evaluation of their Financial Offer;
 - Tenderers shall be exempted from producing supporting documents relating to references to turnover, permanent staff and equipment, in accordance with Circular Letter No 005/LC/CAB/ of 26

December 2023 relating to the implementation of the categorisation of companies in the Building and Public Works sector within the context of the award of public contracts.

- Any Public Service worker, listed in a tenderer's list, who has not submitted an official sworn statement to initiate the procedure in case the contract is awarded to the Engineering firm, or provide any document likely to attest his/her temporal release from the Public Service shall be rejected;
- For permanent staff, the tenderer must produce Certificates of Affiliation with the National Social Insurance Fund (NSIF).

16. Award of Contract

The project owner shall award the contract to the tenderer who meets the required technical and financial qualification criteria and whose offer shall be evaluated as **lowest-cost** by combining the technical and financial criteria.

17. Maximum number of Lots

Not applicable

18. Duration of the Validity of Offers

Tenderers shall be bound by their offers for a period **90 (ninety) days** from the initial date set for submission of the offers.

19. Additional Information and Technical Assistance

Additional information can be obtained during working hours, at ANTIC's Head Office, Department of General Affairs, at Ekoudou - Bastos , opposite the Canadian High Commission, PO Box: 6170 Yaounde, Phone: 694 405 868 or online on the COLEPS platform at the following address: <https://www.marchespublics.cm> and <https://www.publiccontracts.cm>.

Should you require any technical assistance related to the use of the platform, please contact the following numbers:(+237) 222 238 155 / 222 235 669 or write to the following email address: dsi@minmap.cm.

20. Fight against Corruption and Misconduct

For any complaints relating to practices, facts or acts of corruption, please call CONAC on the following toll-free number: 1517, MINMAP on (+237) 673 205 725/699 370 748 or the Project Owner on 694 405 868.

Done in Yaounde, on **21 JUIL 2025**

Cc:

- MINMAP
- ARMP
- Chairman Internal Tenders Board/ANTIC
- Archive/ANTIC
- SMAR/DAG/ANTIC.

